

# M. Lapointe se déclare net contre "un ministère d'union"

**Le pays n'en veut pas; M. King n'a pas mandat d'en former un; et lui, M. Lapointe, n'en voudrait jamais être — Le mouvement en faveur d'un "cabinet de la Victoire" reçoit un dur coup — Le gouvernement du Canada est un gouvernement élu en temps de guerre, alors que, en Angleterre et ailleurs, il n'y a pas eu d'élections depuis bien avant la guerre — M. Lapointe et la presse "unioniste" — En 1940, le plan de gouvernement "national" a été répudié par la masse des électeurs du Canada**

**Le mandat explicite de M. King, c'est de ne pas former un tel ministère**

(Par Léopold RICHER)

Ottawa, 25-II-41. — La journée d'hier a été marquée par un excellent discours du ministre de la Justice, M. Ernest Lapointe. Cette fois, M. Lapointe a été à la hauteur de sa réputation. On le dit avec d'autant plus de plaisir que l'on a eu à plusieurs reprises, depuis plus de trois ans, à combattre les idées et la politique du ministre de la Justice,

M. Lapointe avait préparé soigneusement son discours. Il n'a pas lu son texte, mais il l'a suivi d'assez près. Tout son discours porte sur le mouvement — qui prend de plus en plus d'ampleur — en faveur d'un gouvernement d'union. M. Lapointe s'est prononcé nettement et fermement contre la formation d'un pareil gouvernement. Il a dit, de façon à se faire comprendre de tout

le monde, qu'il ne pourrait pas faire partie d'un gouvernement "national" et que M. Mackenzie King n'a pas mandat de créer un tel ministère.

Cette déclaration était attendue. Le moment était venu pour M. Lapointe, ainsi que nous le disions hier, de faire connaître ses vues. Les libéraux ont fait bon accueil à sa thèse, surtout les députés de langue française. Les conservateurs sont restés plutôt froids et distants. L'impression générale est assez mêlée. D'aucuns soutiennent que M. Lapointe a tué le mouvement unioniste. Qu'il en ait ajourné la victoire finale, cela est évident. Qu'il l'ait tué, c'est à voir. Toute une presse du pays est maintenant trop engagée. Elle ne voudra pas revenir sur ses idées. Elle ne pourrait prêcher demain le contraire de ce qu'elle a dit hier. Elle commencera plutôt à combattre M. Lapointe, voyant en lui le principal obstacle au succès de sa campagne. L'excellent discours de M. Lapointe n'a pas tué, à ce qu'on peut déjà voir, le mouvement unioniste. On serait dans l'erreur si on entretenait l'illusion que le projet est ajourné indéfiniment. La partie sera plus rude et marquée d'incidents plus éclatants.

En tout cas, on sait à n'en pouvoir douter à quelle enseigne loge M. Lapointe. C'est à la meilleure, — à celle où l'on ne veut pas d'un prétendu cabinet "d'union".

(Suite à la page 7)

# M. Lapointe se déclare net contre "un ministère d'union"

(Suite de la première page)

## Ce qu'il ne faut pas

En toute cette affaire de gouvernement d'union, il ne faudrait pas laisser prendre au piège des mots. Ce n'est pas parce qu'un cabinet fédéral s'appellerait "gouvernement national" ou "gouvernement d'union" qu'il faudrait nous y opposer. Il n'y aurait rien de plus ridicule que l'opposition à une étiquette. Il faut plutôt nous opposer à un gouvernement d'union à cause de la politique que préconiserait un tel gouvernement s'il venait jamais à se constituer. Si le gouvernement libéral allait se décider d'agir, en définitive, comme un gouvernement d'union, s'il était prêt à se rendre jusqu'au bout de la politique de sir Robert Borden, quel avantage trouverions-nous à cela? Et, s'il y avait malgré tout un gouvernement "d'union" et que M. Lapointe passât dans une opposition à un tel ministère, devint chef de l'opposition officielle d'alors, ne rendrait-il pas des services signalés? Il y a plus d'une manière d'envisager la situation.

Quoi qu'il en soit, voici un résumé substantiel du discours de M. Lapointe (s'il y a des réserves à faire sur des points isolés, ajournons-les pour l'heure).

## Ce que dit M. Lapointe

Le Commonwealth des nations britanniques représente une civilisation à laquelle les membres de ce Commonwealth sont si attachés qu'ils sont prêts à la défendre par les armes au besoin. Hitler fait la guerre au monde entier, politiquement, économiquement et moralement. Si d'aucuns pouvaient entretenir des vues différentes (de celles du gouvernement) au début des hostilités, ils doivent maintenant avoir changé d'idée, à cause de ce qui s'est produit ailleurs. Nous devons appuyer notre politique sur des vues réalistes, sur des principes communs à tous: la liberté de l'individu, la liberté des groupes nationaux de se développer selon leur mentalité et leurs traditions. Ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie et en Pologne doit nous ouvrir les yeux sur ce qui arriverait au Canada. Même en France on ne les mêmes procédés. Le comité France-Amérique protestait récemment contre l'évacuation, par les Allemands, de la population française de la Lorraine. Enfin, il y a la liberté de la foi chrétienne. L'histoire se répète. Il y a treize siècles, les forces de Mahomet ont voulu dominer la chrétienté. Il y a eu des nations qui ont hésité à se défendre, ou qui ne le voulaient pas; elles ont été conquises; elles ont eu à choisir entre la mort, l'esclavage ou l'abjuration de leur foi. Hitler, avec son complexe de divinité, nous ramènerait au début du moyen âge. Entre la Croix et ce qu'elle signifie, et la swastika et ce qu'elle représente, notre choix est fait. Nous choisissons de défendre tout ce qui nous est cher.

Une victoire nazie détruirait l'ordre mondial tel que nous le connaissons. Quelques-uns font l'erreur de croire que la civilisation est à l'abri. Elle ne l'est pas. Nous devons la protéger. Avant l'arrivée au pouvoir des dictatures, il y avait de la stabilité dans le monde; la parole d'une grande puissance était aussi digne de confiance que son existence elle-même. Aujourd'hui le nouvel ordre mondial est fait de banditisme, de mensonge. Si ce nouvel ordre prévaut, inutile dorénavant pour les nations d'entamer des négociations et de passer des traités. Il vaut mieux ne pas avoir d'engagements du tout que d'avoir des engagements violés. L'honnêteté, la justice et le respect de la parole donnée sont nécessaires dans les relations internationales. Tant qu'elles ne prévautront pas de nouveau, aucune petite nation ne saurait demeurer neutre ou en sûreté. M. Lapointe croit dans la Société des Nations. Peut-être sera-t-il possible de la faire revivre. Chose certaine, un organisme international est absolument nécessaire, à la condition de voir à ce que ses membres respectent leurs engagements.

## Un parlement de guerre

Le parlement actuel est un parlement de guerre. Le gouvernement a reçu le mandat de diriger le pays dans cette bataille pour la liberté et la paix. Jusqu'à présent tout le monde a apparemment approuvé les remarques de M. Lapointe. Mais le ministre de la Justice craint qu'il s'aborde maintenant une question où il y aura des différences d'opinions. Quelques députés, pour qui le ministre a beaucoup de respect, ont fait la suggestion — et certains journaux l'ont faite également — de modifier la nature du gouvernement, d'avoir un gouvernement national. M. Lapointe croit de son devoir d'exprimer ses vues franchement et respectueusement, mais fermement. "Peut-être suis-je plus à l'aise pour en parler que d'autres membres du gouvernement, de dire M. Lapointe, car je céderais volontiers ma place à un autre, si c'était là la meilleure manière d'agir. Je suis certain que ceux qui me connaissent bien savent que tel est le sentiment du devoir me fait rester à mon poste".

## On vient d'élire ce parlement

M. Asquith a dit que la démocratie repose sur le principe que la volonté de la population doit prévaloir. "Je le demande en toute sincérité, a dit M. Lapointe: Est-ce que le gouvernement actuel n'est pas celui que le Canada, il y a quelques mois à peine, a voulu se donner pendant la guerre? Ce parlement n'a pas été élu avant la guerre, comme c'est le cas des gouvernements de Grande-Bretagne et de Nouvelle-Zélande. La politique de guerre a été soumise au peuple. On a demandé à l'électeur s'il voulait que ce gouvernement dirigeât l'effort de guerre ou s'il voulait un gouvernement composé "des meilleures intelligences", ainsi que l'ont suggéré le chef de l'opposition et plusieurs journaux". Tous les candidats de l'opposition conservatrice furent candidats d'un gouvernement "national". Les journaux le disaient alors. Et la nouvelle édition du *Guide Parlementaire* désigne tous les députés conservateurs sous l'appellation: G. N., ce qui signifie *Gouvernement national*. (Là-dessus plusieurs députés conservateurs ont protesté, soutenant qu'ils se sont présentés sous la bannière conservatrice. Le chef de l'opposition a même dit: "C'est du burlesque". Ce à quoi M. Lapointe a rétorqué: "Oui, du burlesque. La population canadienne a cru que c'était du burlesque. Trente-neuf députés N.G. ont été élus, mais 206 candidats N.G. ont été défaits".

## Un vrai gouvernement national

Le gouvernement actuel a reçu un appui si général que l'on peut dire qu'il est vraiment un gouvernement national, bien qu'il porte encore le nom de gouvernement libéral. C'est du moins ce que la *Free Press* de Winnipeg a écrit le 27 mars 1940. Le 13 mars 1940 le même journal parlait de la nécessité d'une forte opposition parlementaire. La création d'un gouvernement national affaiblirait cette opposition. Ce serait peu sage, ce serait même dangereux, soutenait encore la *Free Press*. "Je dis, M. le président, a déclaré M. Lapointe, que le premier ministre n'a pas de mandat pour établir un gouvernement national. Il a, au contraire, le mandat défini de n'en pas créer un. Si l'opposition continue de faire sa demande, je ne vois qu'un moyen d'y répondre: laisser au peuple le soin de trancher la question. Est-ce que la population veut une autre élection? C'est inimaginable. Dans ce cas, pourquoi essayer de diviser le Canada en prétendant l'unir? Pourquoi jeter la discorde dans l'arène nationale?"

## Il n'en serait pas

"Le seul nom de gouvernement national rappelle de mauvais souvenirs. Et c'est presque un crime de les ressusciter en ce moment. Je parle bien franchement. Je ne crois pas que je pourrais siéger dans un tel gouvernement si on me demandait de le faire et représenter ma province. Je le dis franchement, je crois et je pense que les autres croiront que je ne puis le faire et que personne ne peut le faire. Ne croyez-vous pas, M. le président, que tout ce qui peut détruire l'unité du pays peut être appelé un acte de sabotage? Dans un régime démocratique, le choix des gouvernants incombe aux gouvernés. Je prie les artisans de ce mouvement de ne pas miner la confiance de la population dans les gouvernants qu'elle a dûment et librement choisis. On dit que dans d'autres nations du Commonwealth on a constitué des gouvernements nationaux. En effet, dans deux. En Grande-Bretagne et en Nouvelle-Zélande.

M. Coldwell, chef de la C. C. F.: Pas la Nouvelle-Zélande, l'Australie.

## Ces prétendus régimes d'Union

M. Lapointe: Pas l'Australie, la Nouvelle-Zélande. En Australie le parti travailliste a refusé de faire partie du gouvernement; il a accepté de faire partie d'une commission d'aviseurs. Mais en Grande-Bretagne et en Nouvelle-Zélande, il y avait des gouvernements élus avant la déclaration de guerre. Ces gouvernements, au lieu d'aller au peuple et d'inviter l'électeur à endosser la politique de guerre préconisée, ont décidé de se transformer en gouvernement nationaux. Dans le Sud-Afrique, loin de constituer un gouvernement national, on a détruit celui qui existait par l'un du général Smuts et du général Hertzog.

Dans l'Irlande du Nord, dont le loyalisme ne saurait être mis en doute, on a essayé à deux reprises, au moyen de motions à la Chambre, de constituer un gouvernement d'union et on n'y a pas réussi. "Je douterais fort que, advenant une élection, un seul député libéral perde son siège, d'ajouter M. Lapointe. Le pays a confié un mandat au premier ministre, non aux rédacteurs des journaux, si puissants soient-ils, de constituer un gouvernement. L'opinion publique n'est pas l'opinion qu'expriment quelques-uns plus bruyamment que les autres".

## "L'opinion publique"

Là-dessus, M. Lapointe a expliqué ce qu'il entend par l'opinion publique. Celle-ci doit être acceptée socialement et réfléchir les opinions des membres de la communauté.

Les journaux émettent des opinions qui leur sont propres, celles de leurs propriétaires ou de leurs rédacteurs. Ils ont parfaitement le droit de le faire, s'ils procèdent avec franchise. Mais s'ils disent, comme certains rédacteurs sont tentés de le faire, que l'opinion du rédacteur est l'opinion publique du pays, ou de la province, ou de la race auxquels le rédacteur appartient, c'est une erreur. Cette opinion ne doit pas dominer le gouvernement. Ordinairement ce procédé donne des résultats différents de ceux que le rédacteur attend. Citons des exemples classiques et récents. Au cours de deux dernières élections de M. Roosevelt, presque toute la grande presse des Etats-Unis combattit le président. On connaît les résultats de ces efforts. En Angleterre, les pour-naux de lord Rothermere et de lord Beaverbrook ont essayé de faire établir le libre-échange impérial. Mais leurs vues ne représentaient l'opinion ni en Angleterre ni dans les Dominions.

M. Lapointe a alors lu, pour appuyer ses vues, un extrait d'un article paru récemment, dans le *Political Quarterly*.

## A propos de ce journal

Le ministre de la Justice a parlé tout spécialement de la *Gazette* de Montréal. Lors des dernières élections, ce journal préconisa la formation d'un gouvernement national et appuya les candidats de ce gouvernement. Ce journal ne représente pas l'opinion de la population de langue anglaise de la province de Québec, puisque de forts candidats comme M. Cahon et M. White ont été défaits dans des comtés traditionnellement conservateurs. "Cela peut paraître audacieux de ma part, a dit M. Lapointe, mais je m'aventure à dire que je représente mieux les vues de l'électeur de langue anglaise de Montréal, que la *Gazette*. Lorsque certains rédacteurs parlent au nom de la population canadienne, cela me rappelle les tailleurs de la rue Tooley parlant au nom de la population d'Angleterre".

## Rappelons-nous 1917

M. Lapointe a raconté ce qui s'est passé après la formation du gouvernement d'union en 1917. Après l'élection générale, — et le ministre de la Justice n'a pas voulu commenter la façon dont on s'y prit pour remporter la victoire — le gouvernement perdit toutes les élections complémentaires ou partielles, à l'exception des élections partielles où il s'agissait d'élire des ministres, (car alors, après avoir accepté de faire partie du cabinet, un ministre était obligé de se présenter de nouveau devant l'électeur). Or, partout où l'on avait élu un candidat de gouvernement d'union en 1917, le candidat de ce même gouvernement a été battu à chacune des élections partielles, en Ontario, dans le Québec, dans le Nouveau-Brunswick, dans la Saskatchewan. Ceux-là qui demandent un gouvernement national aujourd'hui demandent aussi que l'opposition parlementaire ne soit pas affaiblie. Comment pourra-t-on faire pour ne pas affaiblir l'opposition si on établit un gouvernement d'union? De nouveau le ministre de la Justice demande aux auteurs de ce mouvement de cesser leurs efforts, parce qu'ils nuisent à la cause qu'ils veulent servir.

## L'unité nationale

Rappelant une conversation qu'il avait eue avec M. André Siegfried, il y a quelques années, M. Ernest Lapointe a exprimé l'espoir que les sacrifices que tous les Canadiens acceptent en commun dans cette guerre serviront à cimenter l'unité canadienne. Les Canadiens apprendront à être plus tolérants les uns envers les autres. On doit éviter, de ce temps-ci, de dire ou d'écrire des choses qui peuvent créer de la friction entre gens de différentes régions du pays. On doit exercer encore plus de prudence lorsqu'on aborde les questions de foi et de croyances religieuses. Comment un soldat ou un ouvrier loyal peut-il donner tout son rendement lorsqu'il lit certaines choses qui le portent à penser qu'en son propre pays il est le sujet de suspicions et d'attaques? M. Lapointe a dit un mot de la cinquième colonne, de l'usage qu'a fait Hitler de l'honnête homme et de l'honnête opinion dans les pays qu'il voulait conquérir. D'après M. Lapointe on ne dépense pas trop, mais on ne dépense pas assez pour l'information publique, même pour la propagande. La faiblesse interne a provoqué la chute de la France. Gardons-nous de ces excès. Cessons de nous disputer sur des questions secondaires pour nous unir sur les questions essentielles. Parfois des extraits d'articles publiés dans la province de Québec sont traduits et reproduits dans les journaux anglo-canadiens — parfois ce sont des extraits de journaux anglo-canadiens qui sont traduits et reproduits dans la province de Québec, afin de créer de la discorde. Les vilaines choses publiées dans le Canada anglais ne représentent pas les vues du Canada anglais; de même certaines choses dites et écrites dans la province de Québec ne représentent pas les vues du Québec patriote. M. Lapointe a révélé que la semaine dernière il avait complété trente-sept ans de vie parlementaire. Au début de sa trente-huitième année, il s'est engagé à employer les années qui lui restent à combattre toute "conspiration diabolique de microbes malicieux, étroits et méprisables, partout où ils se trouvent", afin qu'ils ne puissent pas souiller cette belle chose qu'est le Canada.

## Admiration pour l'Angleterre

En terminant, M. Lapointe a voulu dire un mot d'admiration à l'endroit de la Grande-Bretagne: "Nous admirons l'Angleterre; le monde l'admire. Nous admirons l'armée britannique, l'aviation britannique, la marine britannique; mais pardessus tout notre admiration s'adresse aux millions d'hommes, de femmes et d'enfants du peuple, exposés, de leur propre liberté, à la mutilation et à la mort, à ces hommes qui pourraient mettre fin à la guerre en se rendant, s'ils voulaient exercer une pression sur leur gouvernement en ce sens, mais qui

refusent courageusement de le faire. Une telle nation est une grande nation. Une telle nation ne peut mourir. Une telle nation ne peut perdre. Le fait d'être les associés, les concitoyens, dans le grand Commonwealth, d'un tel peuple, est le plus grand honneur qui puisse être accordé à n'importe quelle nation du monde. Oui. Dans tous nos efforts, dans tous nos sacrifices pour la liberté, nous essaierons d'être dignes de ce peuple splendide, de cette grande nation, et nous ne l'abandonnerons pas dans cette heure d'épreuve".

## Un dur coup

M. Ernest Lapointe a été franchement et longuement applaudi par presque tous les membres de la Chambre, sauf par les députés conservateurs qui sont parfois restés étrangement froids à son éloquence. Le premier ministre s'est penché sur son collègue pour le féliciter; bientôt après M. Lapointe recevait des petits billets d'approbation d'un peu de tous les coins de la Chambre. Certes le mouvement en faveur d'un gouvernement national n'est pas mort. Mais il a reçu hier soir un dur coup. Dans tous les cas, les partisans du mouvement devront compter sans le ministre de la Justice. Il leur a dit clairement hier soir qu'il ne pourrait pas faire partie d'un cabinet d'union. Les "unionistes" attendaient peut-être cette déclaration, pour se lancer à l'attaque contre M. Lapointe. Leur presse le fera savoir ces jours-ci. Car les partisans d'un gouvernement d'union savaient depuis longtemps qu'ils ne pouvaient pas compter sur M. Lapointe. Il leur fallait tout de même connaître les vues officielles et définitives du ministre de la Justice. C'est fait maintenant. Attendons donc les prochains développements.

Léopold RICHER